



Bureau du Cadastre Minier de Madagascar

BCMM

RAPPORTS D'AUDIT

SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

décembre 2018

S O M M A I R E

OPINION DE L'AUDITEUR	3-5
TABLEAU A-1 : BILAN - Actif	7
TABLEAU A-2 : BILAN- Passif	8
TABLEAU B : Compte de résultat	9
TABLEAU C : Tableau des Flux de Trésorerie	10
TABLEAU D : Tableau de Variation des Capitaux Propres	11
TABLEAU E : Réalisation budgétaire	12
Notes annexes aux états financiers	13 – 26

OPINION DE L'AUDITEUR

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

Opinion

En exécution du mandat d'auditeur externe que votre Conseil d'Administration a bien voulu nous confier, nous avons effectué l'audit des états financiers du **Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM)**, pour l'exercice clos le 30 Juin 2018 comprenant :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- le tableau de variation des capitaux propres;
- le tableau de flux de trésorerie ;
- ainsi que les notes annexes incluant les principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers soumis à nos vérifications font notamment apparaître les éléments essentiels ci-après :

(Unité monétaire Ariary)

	31-déc.-17	31-déc.-16
Résultat net : Bénéfice	1 410 800 018,51	1 860 049 182,11
Frais d'administration	8 432 298 867,00	8 472 666 388,00
Capitaux propres	41 440 673 041,23	40 029 873 022,72
Total du bilan	83 434 866 947,50	81 143 328 447,31
Variation nette de trésorerie	(15 881 304 388,04)	(2 135 378 671,36)

À notre avis, sous réserves des incidences des points évoqués dans la note de justification ci-dessous, les états financiers, tels qu'ils sont présentés aux tableaux A – B – C et D, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du BCMM au 31 décembre 2017, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur à Madagascar (PCG 2005).

Il est à noter que le Tableau E, également joint au présent, relatif au comparatif des réalisations au budget est seulement donné à titre informatif.

Note de justification de l'opinion avec réserves :

Nos travaux de vérifications ont fait apparaître les créances d'un montant d'Ariary 4 691 985 905,08 « d'acomptes pour Impôts sur les revenus –IR) n'est pas reconnu (inscrit) sur le la situation délivrée générée par système informatique de l'Administration fiscale (cf. note 5.2.1.a)

Elles présentent ainsi des risques de non recouvrement des créances, sans que des charges y afférentes soient comptabilisées :

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) adoptées par l'Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du BCMM conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

- 1) *Le reversement à l'ANOR des « frais d'administration » et « autres produits » devant revenir à cette dernière, pour un montant total d'Ariary 570 035 080,26 sur les exercices antérieurs, ont fait l'objet de décision par conseil d'Administration de BCMM en date du 13 décembre 2017 (cf. note 8.4.1-a),*

Néanmoins, cette décision n'a été rendue exécutoire que par la délibération n° 09 /2018 dudit Conseil le 13 juin 2018. Ainsi, les comptes de BCMM à arrêter en 2018 seront affectés de ce reversement.

- 2) *Des TVA déductibles ont été :*
 - a. *Comptabilisées en charges pour Ar 186 462 203,56 (cf. note 14-a)*
 - b. *Incorporées dans les immobilisations (corporelles et en cours) pour Ar 1 974 378 981,29 (cf. notes 3.2 et 3.3) ; elles ont généré des charges d'amortissements d'Ar 51 530 094,54 pour l'exercice dont Ar 10 540 518.26 relatives aux exercices antérieurs (cf. note 3.2.a)*

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de gestion, les documents sur la situation financière et les états financiers de synthèse de la société adressés aux actionnaires, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Établissement relatives aux états financiers

La Direction Générale est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au référentiel comptable en vigueur à Madagascar, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction Générale d'évaluer la capacité de BCMM à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction Générale a l'intention de mettre BCMM en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la Direction Générale de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de BCMM.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- Ø nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Ø nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité ;
- Ø nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- Ø nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction Générale du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de BCMM à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire l'entité à cesser son exploitation ;
- Ø nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la Direction Générale notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée de notre audit.

Antananarivo, le 12 décembre 2018



nauno philippe rakotomiamina
expert-comptable

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017

(unité monétaire ariary)

ACTIF	MONTANT	AMORTISS/	MONTANT	Notes annexes	MONTANT
	BRUT	PERTES DE VALEURS	NET		NET
	31-déc.-17				31-déc.-16
ACTIF NON COURANTS					
<i>ECART D'ACQUISITION</i>					
<i>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</i>	190 163 801,18	(124 040 831,90)	66 122 969,28	3.1	90 718 481,78
<i>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</i>	30 467 995 070,38	(3 208 473 865,78)	27 259 521 204,60	3.2	8 296 098 608,73
<i>IMMOBILISATIONS EN COURS</i>	2 711 761 253,84		2 711 761 253,84	3.3	3 826 620 350,73
<i>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</i>					
<i>IMPOTS DIFFERES</i>					
TOTAL ACTIF NON COURANTS	33 369 920 125,40	(3 332 514 697,68)	30 037 405 427,72		12 213 437 441,24
ACTIFS COURANTS					
<i>STOCKS ET ENCOURS</i>	140 422 358,00		140 422 358,00	4.	125 137 294,58
<i>CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES</i>	7 365 330 013,11	(18 501 385,44)	7 346 828 627,67	5.	7 013 238 789,34
Clients et autres débiteurs	246 203 761,20	(18 501 385,44)	227 702 375,76		186 463 651,84
Impôts					
Autres créances et actifs assimilés	7 119 126 251,91		7 119 126 251,91		6 826 775 137,50
<i>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</i>	45 910 210 534,11		45 910 210 534,11	6.	61 791 514 922,15
Placements et autres équivalents de trésoreries					
Trésorerie	45 910 210 534,11		45 910 210 534,11		61 791 514 922,15
TOTAL ACTIFS COURANTS	53 415 962 905,22	(18 501 385,44)	53 397 461 519,78		68 929 891 006,07
TOTAL DES ACTIFS	86 785 883 030,62	(3 351 016 083,12)	83 434 866 947,50		81 143 328 447,31

LES NOTES ANNEXES 1 à 16 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

(unité monétaire ariary)

PASSIF	MONTANT	Notes annexes	MONTANT
	31-déc.-17		31-déc.-16
CAPITAUX PROPRES			
Report à nouveau	38 169 823 840,61		33 094 333 517,10
Résultat en instance	1 860 049 182,11		5 075 490 323,51
	40 029 873 022,72		38 169 823 840,61
<i>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</i>	<i>1 410 800 018,51</i>		<i>1 860 049 182,11</i>
TOTAL CAPITAUX PROPRES	41 440 673 041,23	TABLEAU C	40 029 873 022,72
PASSIFS NON COURANTS			
Produits différés : subventions d'investissement			
Subventions d'équipements	20 348 302,53		20 348 302,53
Impôts différés			
Emprunts et dettes financières			
Provisions et produits constatés d'avances	9 372 205 443,11		9 372 205 443,11
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	9 392 553 745,64		9 392 553 745,64
PASSIFS COURANTS			
Dettes court terme- partie court terme de dettes long terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	5 536 865 006,85	7.	3 766 384 696,44
Autres dettes	27 064 775 153,78	8.	27 954 516 982,51
Comptes de trésorerie			
TOTAL PASSIFS COURANTS	32 601 640 160,63		31 720 901 678,95
TOTAL DE PASSIF	83 434 866 947,50		81 143 328 447,31

LES NOTES ANNEXES 1 à 16 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

COMPTE DE RESULTAT PAR NATURE

(unité monétaire ariary)

	31-déc.-17	Notes annexes	31-déc.-16
Chiffre d'affaires	117 969 540,00	9.	241 699 340,00
Production stockée			
Production immobilisée			
I- RECETTE D'EXPLOITATION	117 969 540,00		241 699 340,00
II- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE	(2 827 000 283,58)		(3 406 717 835,81)
. Achats consommés	(405 024 278,25)	10.	(505 796 862,42)
. Services extérieures et autres consommations	(2 421 976 005,33)	11.	(2 900 920 973,39)
III- VALEUR AJOUTEE (I - II)	(2 709 030 743,58)		(3 165 018 495,81)
. Subvention d'exploitation	15 922 536,60		16 025 561,39
. Impôts, taxes et versements assimilés			
. Charges de personnel	(3 211 059 810,60)	12.	(2 677 335 735,03)
IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	(5 904 168 017,58)		(5 826 328 669,45)
. Autres produits opérationnels (dont frais d'administration)	8 482 574 049,79	13.	8 502 997 965,94
. Autres charges opérationnelles	(186 499 397,65)	14.	(119 786,58)
. Dotation aux amortis/provisions et pertes de valeurs	(1 124 927 639,70)	3.	(596 299 520,23)
. Reprise sur provisions et pertes de valeurs			
V - RESULTAT OPERATIONNEL	1 266 978 994,86		2 080 249 989,68
. Produits financiers	634 291 040,64	15.	295 639 980,55
. Charges financières	(22 499 016,99)		(20 770 388,12)
VI - RESULTAT FINANCIER	611 792 023,65		274 869 592,43
VII - RESULTAT AVANT IMPOTS (V+VI)	1 878 771 018,51		2 355 119 582,11
. Impôts exigibles sur résultat	(467 971 000,00)	16.	(495 070 400,00)
. Impôts différés (variations)			
. TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES	9 250 757 167,03		9 056 362 847,88
. TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES	(7 839 957 148,52)		(7 196 313 665,77)
VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES	1 410 800 018,51		1 860 049 182,11
. Elements extraordinaires produits -(à préciser)			
. Elements extraordinaires charges -(à préciser)			
IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE			
X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE	1 410 800 018,51		1 860 049 182,11

LES NOTES ANNEXES 1 à 16 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(unité monétaire ariary)

	Fonds associatifs	Primes & Réserves	Ecart d'évaluation	Résultat & Report à nouveau	Total
<i>Solde au 31 décembre 2015</i>	0,00	0,00	0,00	38 169 823 840,61	38 169 823 840,61
Changement de méthode comptable					0,00
Correction d'erreurs					0,00
Autres produits et charges					0,00
Affectation du résultat 2015					0,00
Opération en capital					0,00
Résultat net au 31 décembre 2016				1 860 049 182,11	1 860 049 182,11
<i>Solde au 31 décembre 2016</i>	0,00	0,00	0,00	40 029 873 022,72	40 029 873 022,72
Changement de méthode comptable					0,00
Correction d'erreurs					0,00
Autres produits et charges					0,00
Affectation du résultat 2016					0,00
Opération en capital					0,00
Résultat net au 31 décembre 2017				1 410 800 018,51	1 410 800 018,51
<i>Solde au 31 décembre 2017</i>	0,00	0,00	0,00	41 440 673 041,22	41 440 673 041,22

LES NOTES ANNEXES 1 à 16 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE
 METHODE DIRECTE

(unité monétaire Ariary)

Note	31-déc.-17	31-déc.-16
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES		
Encaissement reçus des clients	17 703 181 480,33	17 155 136 918,34
Reversement aux collectivités et autres bénéficiaires	(6 734 995 786,64)	(6 327 338 909,58)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	(8 056 248 502,74)	(7 405 336 312,64)
Intérêts et autres frais financiers payés	(2 768 956,71)	(20 770 388,12)
Impôts sur les résultats payés	(555 664 666,46)	(1 293 364 633,21)
<i>Flux de trésorerie avant éléments extraordinaires</i>	2 353 503 567,78	2 108 326 674,79
Flux de trésorerie lié à des événements extraordinaires (à préciser)		
A - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES	2 353 503 567,78	2 108 326 674,79
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		
Décaissement sur acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles	(18 234 807 955,82)	(4 243 705 346,15)
Encaissement sur cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles		
Décaissement sur acquisition d'immobilisations financières		
Encaissement sur cession d'immobilisations financières		
Intérêts encaissés sur placements financiers		
Dividendes et quote part de résultats reçus		
B - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	(18 234 807 955,82)	(4 243 705 346,15)
FLUX DE TRESORERIE LIEES AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT		
Encaissements suite à l'émissions d'actions		
Dividendes et autres distributions effectués		
Augmentation d'emprunt		
Remboursement d'emprunts ou d'autres dettes assimilés		
Subventions d'investissements reçues		
C - FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	0,00	0,00
VARIATION DE TRESORERIE DE LA PERIODE (A+B+C)	(15 881 304 388,04)	(2 135 378 671,36)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	61 791 514 922,15	63 926 893 593,51
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	45 910 210 534,11	61 791 514 922,15
VARIATION DE TRESORERIE DE LA PERIODE	(15 881 304 388,04)	(2 135 378 671,36)

LES NOTES ANNEXES 1 à 16 FONT PARTIES INTEGRANTES DES ETATS FINANCIERS

SITUATION DES REALISATIONS BUDGETAIRES 2017

A- FONCTIONNEMENT

Unité monétaire : Ariary (MGA)

RUBRIQUE	Notes	BUDGET	REALISATION	ECART	
				Favorable	Défavorable
					43 100,00
I. PRODUITS		(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Ventes		1 815 958 000,00	117 969 540,00	0,00	(1 697 988 460,00)
Subvention d'Exploitation			15 922 536,60	15 922 536,60	0,00
Autres produits opérationnels (frais d'administrations et redevances minières)	17.1	14 470 618 000,00	8 482 574 049,79	0,00	(5 988 043 950,21)
Produits financiers	17.2	42 000 000,00	634 291 040,64	592 291 040,64	0,00
TOTAL DES PRODUITS		16 328 576 000,00	9 250 757 167,03	608 213 577,24	(7 686 032 410,21)
II. CHARGES		(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	
Achats consommés	17.3	782 776 000,00	405 024 278,25	377 751 721,75	0,00
Services extérieurs	17.4	1 003 250 000,00	133 531 549,46	869 718 450,54	0,00
Autres services extérieurs	17.5	3 811 642 000,00	2 288 444 455,87	1 523 197 544,13	0,00
Impôts, taxe et versements assimilés		162 000 000,00	0,00	162 000 000,00	0,00
Charges de personnel	17.6	4 895 500 000,00	3 211 059 810,60	1 684 440 189,40	0,00
Autres charges des activités ordinaires		451 158 000,00	186 499 397,65	264 658 602,35	0,00
Charges financières		22 500 000,00	22 499 016,99	983,01	0,00
Dotations aux amortissements, provisions, pertes de valeur		509 000 000,00	1 124 927 639,70	0,00	(615 927 639,70)
Impôts sur les bénéfices		1 800 831 000,00	467 971 000,00	1 332 860 000,00	0,00
TOTAL DES CHARGES		13 438 657 000,00	7 839 957 148,52	6 214 627 491,18	(615 927 639,70)
TOTAL ECARTS (I + II)				6 822 841 068,42	(8 301 960 049,91)
RESULTAT (I - II)		2 889 919 000,00	1 410 800 018,51	0,00	(1 479 118 981,49)

B- INVESTISSEMENTS :

RUBRIQUE	Notes	BUDGET	REALISATION	ECART	
				Favorable	Défavorable
I. RECETTES		(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Ammortissement des immobilisations		509 000 000,00	1 124 927 639,70	615 927 639,70	0,00
TOTAL DES RECETTES		509 000 000,00	1 124 927 639,70	615 927 639,70	0,00
I. DEPENSES		(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	
Immobilisations incorporelles		0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles		28 503 515 000,00	18 930 394 240,74	9 573 120 759,26	0,00
TOTAL DES DEPENSES		28 503 515 000,00	18 930 394 240,74	9 573 120 759,26	0,00
TOTAL ECARTS (I + II)				10 189 048 398,96	0,00
RESULTAT (I - II)		(27 994 515 000,00)	(17 805 466 601,04)	10 189 048 398,96	0,00

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

Bureau du Cadastre Minier de Madagascar [BCMM]

Notes annexes aux états financiers
Arrêtés aux 31 décembre 2017 et 2016

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM) est un Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) créé par le décret n°2000 - 308 du 10 mai 2000, modifiés et complétés par les décrets 2014 – 1590 du 07 octobre 2014 et 2015 – 1093 du 07 juillet 2015.

Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière.

Il est sous la tutelle technique de Ministère chargé des mines, sous la tutelle budgétaire du Ministère chargé du Budget et sous la tutelle comptable du Ministère chargé de la Comptabilité publique.

Ses missions sont définies par son acte de création qui consistent à la gestion des permis et autorisations miniers, à partir du dépôt des demandes jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

L'Etablissement est administré par un Conseil d'Administration composé de onze (12) membres (article premier de l'arrêter N° 26089/2016 du 23 novembre 2016) dont :

- Un (01) représentant de la Présidence
- Un (01) représentant de la Primature
- Trois (03) représentants du Ministère chargé des Mines
- Deux (02) représentants du Ministère des finances et du Budget ;
- Un (01) représentant du Ministère chargé de l'environnement ;
- Un (01) représentant du Ministère chargé de la Décentralisation ;
- Deux (02) représentants de la Chambre des Mines ;
- Un (01) Commissaire du gouvernement.

La Direction Générale est assurée par Monsieur RATSIMBAZAFY Andrianantenaina David, nommée par le décret N°2016 – 380 du 04 mai 2016.

2. PRINCIPES COMPTABLES ESSENTIELS

a) Méthode de présentation :

Les états financiers sont établis et présentés suivant les normes et recommandations du PCG 2005.

b) Méthode générale d'évaluation :

Les états financiers ont été établis suivant le principe du coût historique.

c) Les « Frais d'administration »

- Les « Frais d'administration » sont comptabilisés en produits au moment de l'encaissement.
- Les encaissements reçus dans l'exercice ultérieur mais disponible au moment de l'arrêté des comptes sont comptabilisés en « produits à recevoir » dans l'exercice sous revue.

d) Immobilisations corporelles :

- Les immobilisations corporelles sont valorisées à leur coût d'acquisition qui est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires d'achat.
- Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire à partir de leur date de mise en service aux taux fiscalement admis ci-après :

Construction	5%
Aménagement construction	10%
Agencements et installations	10 à 25%
Matériels de transport	20%
Matériels et outillages	10%
Matériels et mobilier de bureau	10 à 20%
Matériels informatiques	25%

e) Stocks

Les stocks sont évalués au coût moyen unitaire pondéré (CMUP) des prix fournisseurs.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

3. ACTIFS IMMOBILISES

3.1 Immobilisations incorporelles

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17			31-déc.-16	Variations
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Logiciels informatiques et assimilé	190 163 801,18	(124 040 831,90)	66 122 969,28	90 718 481,78	(24 595 512,50)
	190 163 801,18	(124 040 831,90)	66 122 969,28	90 718 481,78	(24 595 512,50)

La variation négative de Ariary 24 595 512,50 Ariary est constituée par les dotations aux amortissements de l'exercice.

3.2 Immobilisations corporelles

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17			31-déc.-16	Variations
	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs nettes	
Terrain	120 000 000,00		120 000 000,00		120 000 000,00
Construction	21 229 634 548,95	(605 167 690,51)	20 624 466 858,44	1 661 833 186,30	18 962 633 672,14
Aménagement construction	4 532 508 160,00	(23 131 425,33)	4 509 376 734,67	4 511 719 550,67	(2 342 816,00)
Agencements et installations	462 947 100,57	(48 354 857,46)	414 592 243,11	12 070 911,74	402 521 331,37
Matériels de transport	3 021 922 417,45	(1 892 596 861,88)	1 129 325 555,57	1 568 338 888,90	(439 013 333,33)
Matériels et outillages	1 694 915,25	(1 694 915,25)	0,00	42 372,85	(42 372,85)
Matériels et mobilier de bureau	311 109 558,87	(200 122 010,51)	110 987 548,36	146 464 928,36	(35 477 380,00)
Matériels informatiques	787 700 369,29	(436 928 104,84)	350 772 264,45	395 628 769,91	(44 856 505,46)
Matériels et mobiliers de logement	478 000,00	(478 000,00)	0,00	0,00	0,00
	30 467 995 070,38	(3 208 473 865,78)	27 259 521 204,60	8 296 098 608,73	18 963 422 595,87

La variation positive d'Ariary 18 963 422 595,87 Ariary se détaille comme suit:

	Acquisitions	Reclassement venant des encours	Incorporation des TVA déductible dans les immobilisations corporelles	Dotations aux amortissements (a)	Variation nette
Terrain	120 000 000,00				120 000 000,00
Constructions	2 313 941 644,46	15 737 444 596,40	1 419 298 897,80	(508 051 466,52)	18 962 633 672,14
Aménagement construction				(2 342 816,00)	(2 342 816,00)
Agencements et installations	354 662 193,31		70 932 438,66	(23 073 300,60)	402 521 331,37
Matériels de transport				(439 013 333,33)	(439 013 333,33)
Matériels et outillages				(42 372,85)	(42 372,85)
Matériels et mobilier de bureau				(35 477 380,00)	(35 477 380,00)
Matériels informatiques			28 973 567,00	(73 830 072,45)	(44 856 505,45)
	2 788 603 837,77	15 737 444 596,40	1 519 204 903,46	(1 081 830 741,76)	18 963 422 595,88

(a) Ces incorporations ont générées des charges d'amortissements supplémentaires pour Ar 51 530 943,54 dont Ar 10 540 518,26 relatives aux exercices antérieurs.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 20163. ACTIFS IMMOBILISES (suite)3.3 Immobilisations en cours

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 et 2016

	31-déc.-17	31-déc.-16	Variation
Construction bureau Sambava non encore achevée	17 618 618,00		17 618 618,00
Construction MBC non encore achevée	97 749 000,00	3 146 234 435,74	(3 048 485 435,74)
Construction Bureau Central Tana non encore achevée	799 751 864,99	680 385 914,99	119 365 950,00
Panneau solaire MBC non encours de livraison	1 796 641 770,85		1 796 641 770,85
	<u>2 711 761 253,84</u>	<u>3 826 620 350,73</u>	<u>(1 114 859 096,89)</u>

La variation négative d'Ariary (1 114 859 096,89) se détaille comme suit:

	Acquisition de l'exercice	Transfert en immobilisations corporelles	Incorporation des TVA déductibles dans les immobilisations en cours	Variation
Construction bureau Sambava non encore achevée	17 618 618,00			17 618 618,00
Construction MBC non encore achevée	12 618 362 660,66	(15 737 444 596,40)	70 596 500,00	(3 048 485 435,74)
Construction Bureau Central Tana non encore achevée			119 365 950,00	119 365 950,00
Panneau solaire MBC non encours de livraison	1 531 430 143,02		265 211 627,83	1 796 641 770,85
	<u>14 167 411 421,68</u>	<u>(15 737 444 596,40)</u>	<u>455 174 077,83</u>	<u>(1 114 859 096,89)</u>

4. STOCKS ET EN COURS

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Vêtements, chaussures de travail	816 850,00	999 050,00
Fournitures info & produits residue	0,00	28 040 540,00
Produits d'entretien	3 913 208,00	8 654 343,33
Fournitures de bureau	96 350 810,00	86 483 361,25
Autres fournitures consommables	39 341 490,00	960 000,00
	<u>140 422 358,00</u>	<u>125 137 294,58</u>

5. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Clients et comptes rattachés	5.1	227 702 375,76	186 463 651,84
Autres créances et actifs assimilés	5.2	7 119 126 251,91	6 826 775 137,50
		<u>7 346 828 627,67</u>	<u>7 013 238 789,34</u>

5.1 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se détaille comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Clients locaux	0,00	19 533 868,24
Clients factures à établir	227 702 375,76	166 929 783,60
	<u>227 702 375,76</u>	<u>186 463 651,84</u>

Les "clients, factures à établir" sont des frais d'administration relatif à l'exercice encaissés ultérieurement.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

5. CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES (suite)

5.2 AUTRES CREANCES ET ACTIFS ASSIMILES

Ce poste se détaille comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Fournisseurs débiteurs	0,00	5 482 184,40
Charges constatées d'avances	42 855 257,34	120 531 208,75
Etat et comptes rattachés 5.2.1	7 076 270 994,57	6 700 761 744,35
	<u>7 119 126 251,91</u>	<u>6 826 775 137,50</u>

5.2.1 Ce poste "Etat et comptes rattachés" se détaille comme suit:

	31-déc.-17	31-déc.-16
Etat : Acomptes IR (a)	5 721 046 580,07	5 633 352 913,61
TVA déductible	7 763 557,91	1 067 408 830,74
TVA déductible à régulariser	6 712 500,00	0,00
Crédit de TVA	1 340 748 356,59	0,00
	<u>7 076 270 994,57</u>	<u>6 700 761 744,35</u>

(a) Les "Acomptes IR" se détaillent comme suit :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Crédit d'IR reporté des exercices antérieurs	5 633 352 913,61	4 835 058 680,40
Accomptes payés de l'exercice	555 664 666,46	1 293 364 633,21
IR dû de l'exercice	(467 971 000,00)	(495 070 400,00)
	<u>5 721 046 580,07</u>	<u>5 633 352 913,61</u>

Ce solde d'acomptes présente d'incertude de recouvrement dans mesure où le système pratiqué de "déclarations provisoires" (aux échéances fiscales) suivi de "déclarations définitives" après l'approbation des comptes audité par le Conseil d'Administration n'est pas convenablement retracé dans le "système informatique" (SYGTAS) de l'Administration fiscale.

	31-déc.-17	31-déc.-16
Ce décalage se présente comme suit :		
Crédit reconnu dans les imprimés DGE (Sygtas)	981 462 074,99	5 334 749 160,21
Solde comptable au 31 décembre :	5 721 046 580,07	5 633 352 913,61
ECART = DROIT DE REPORT INCERTAIN	(4 739 584 505,08)	(298 603 753,40)

6. DISPONIBLES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Banques (a)	402 635 258,80	276 680 191,86
Trésor	45 506 932 259,51	61 513 616 743,49
Caisses	643 015,80	1 217 986,80
	<u>45 910 210 534,11</u>	<u>61 791 514 922,15</u>

Les soldes des banques ont fait l'objet de rapprochement avec les relevés émanant des établissements financiers.

Les soldes des banques en devises ont fait l'objet d'ajustement au cours de clôture, comptabilisés dans le résultat.

Les soldes du Trésor ont fait l'objet de rapprochement avec les relevés émanant du Trésor et attestés par la Note d'accord du compte de l'Agent Comptable.

La caisse de l'Agent Comptable a fait l'objet de contrôle du Chef de District suivant les procédures en vigueur.

- (a) Le compte en banque et en trésor présentent un risque de prélevement direct par le DGI (ATD N° 1740-MFB/SG/DGI/SR) d'un montant de 9 372 000 000 Ar, suite aux redressements fiscaux établis en matière de TVA au titre de l'exercice 2011 ref. 334-MFB/SG/DGI.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 20167. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Fournisseurs Malagasy		293 547 588,00	240 336 707,09
Fournisseurs Etrangers		64 944 545,73	10 278 723,16
Fournisseurs d'immobilisations	(a)	4 033 716 547,46	3 330 089 791,45
Fournisseurs d'immob retenue de garantie		1 104 381 325,66	162 603 474,74
Fournisseurs : factures non parvenues		40 275 000,00	23 076 000,00
		5 536 865 006,85	3 766 384 696,44

(a) Il s'agit des soldes des fournisseurs suivants:

		31-déc.-17	31-déc.-16
SOGECO		3 736 270 432,42	3 002 805 090,12
Entreprise Ambinintsoa		227 076 947,89	227 079 947,89
SRI		45 540 000,00	45 540 000,00
Entreprise Shalom		0,00	29 835 586,29
Entreprise Alison		24 829 167,15	24 829 167,15
		4 033 716 547,46	3 330 089 791,45

8. AUTRES DETTES

Cette rubrique s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Clients créditeurs	8.1	577 612 950,75	656 974 300,39
Personnel et comptes rattachés	8.2	332 866 526,57	301 972 749,64
Organismes sociaux		122 623 982,19	71 071 843,92
Etat et autres	8.3	14 148 163 356,47	14 136 033 453,40
Autres comptes créditeurs	8.4	11 874 304 115,80	12 781 832 576,16
Charges à payer		9 204 222,00	6 632 059,00
		27 064 775 153,78	27 954 516 982,51

8.1 CLIENTS CREDITEURS

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Clients : avce & acptes reçus		72 221 487,57	68 220 842,57
Clients créditeurs	(b)	505 391 463,18	588 753 457,82
		577 612 950,75	656 974 300,39

(b) Il s'agit essentiellement:

- des Frais d'Administration versés par les clients à la date limite et dont les permis ne sont pas encore signés;
- des ajustements des Frais d'Administration et des pénalités suivant la note n°074-2013-MdM/Min du Ministère des Mines en date du 3 avril 2013;
- des trop-perçus des clients;

8.2 PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Personnel rémunérations dues		7 907 218,48	0,00
Personnel : charges à payer et produits à recevoir	(c)	324 959 308,09	301 972 749,64
		332 866 526,57	301 972 749,64

(c) Ce compte est constitué par les provisions des droits de congés non pris à la fin de l'exercice.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

8. AUTRES DETTES (suite)

8.3 ETAT ET COLLECTIVITES

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Etat : IRSA à reverser	0,00	34 143 520,56
Bénéficiaires des "Frais d'administration" (d)	13 972 194 784,30	13 996 512 409,69
Etat : TVA	154 139 207,20	99 016 372,18
Autres impôts & taxes	21 829 364,97	6 361 150,97
	<u>14 148 163 356,47</u>	<u>14 136 033 453,40</u>

(d) Les bénéficiaires et la variation des soldes de la répartition des "Frais d'administration" sont les suivantes :

	31-déc.-17	31-déc.-16	Variation	dont :	
	(A)	(B)	(A - B)	QP encaissées en 2017	QP payées en 2017
Provinces	7 341 384 227,60	6 638 692 655,35	702 691 572,25	702 691 572,25	
Régions	1 268 787 935,52	1 283 601 260,37	(14 813 324,85)	983 768 201,15	(998 581 526,00)
Communes	5 055 521 405,57	5 765 601 089,21	(710 079 683,64)	1 686 459 773,40	(2 396 539 457,04)
AO/régions	2 760 000,00	2 760 000,00	0,00		
AO/communes	4 080 000,00	4 080 000,00	0,00		
Etat - Budget Général	299 661 215,61	301 777 404,76	(2 116 189,15)	140 538 314,45	(142 654 503,60)
	<u>13 972 194 784,30</u>	<u>13 996 512 409,69</u>	<u>(24 317 625,39)</u>	<u>3 513 457 861,25</u>	<u>(3 537 775 486,64)</u>

(Cf. Note 13.1)

Il est à noter que les taux de répartitions sont régis par l'Article 90 du Decret d'application du Code Minier (Decret 2006-910 du 19 décembre 2006).

8.4 AUTRES COMPTES CREDITEURS

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Autres cptes débit. & crédit.	424 000,00	230 000,00
Quote-part sur Frais d'Administration 8.4.1	9 205 162 325,92	10 294 307 909,17
Frais de compensation 8.4.2	937 693 189,87	937 693 189,87
Quote-part sur redevances minières 8.4.3	547 523 742,81	366 100 619,92
Frais de disposition 8.4.4	1 040 516 709,30	1 040 516 709,30
ZAES	142 984 147,90	142 984 147,90
	<u>11 874 304 115,80</u>	<u>12 781 832 576,16</u>

8.4.1 QUOTE-PART SUR FRAIS D'ADMINISTRATION

Les quotes-part sur les frais d'administration varient et se répartissent comme suit au 31 décembre 2017:

	31-déc.-17	31-déc.-16	Variation	dont:	
	(A)	(B)	(A - B)	QP encaissées en 2017	QP payées en 2017
Police et Cellule environnementales	5 743 787 030,96	5 819 480 515,36	(75 693 484,40)	1 124 306 515,60	(1 200 000 000,00)
Comité Nationale des Mines	2 849 808 686,60	4 144 337 414,35	(1 294 528 727,75)	702 691 572,25	(1 997 220 300,00)
Agence de l'Or (ANOR) (a)	611 566 608,36	330 489 979,46	281 076 628,90	281 076 628,90	
	<u>9 205 162 325,92</u>	<u>10 294 307 909,17</u>	<u>(1 089 145 583,25)</u>	<u>2 108 074 716,75</u>	<u>(3 197 220 300,00)</u>

(Cf. Note 13.1)

(a) Il est à noter que ce solde n'inclut pas les opérations suivantes, objet de la première résolution du Conseil d'Administration de date du 13 décembre 2017 :

- Quote part des frais d'administration des exercices 2007 à 2009 - comptabilisé en produit de BCMM et sera reversé à	379 141 880,26
- Autres produits des exercices 2007 à 2013 - comptabilisés en produit de BCMM et seront reversés à l'ANOR	190 893 200,00
	<u>570 035 080,26</u>

Néanmoins, pour des raisons administratives, cette résolution n'a été rendue exécutoire que par la "délibération n° 09/2018 en date du 13 juin 2018" donc ne sera pas prise en compte que dans l'exercice 2018.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

8.4 AUTRES COMPTES CREDITEURS (suite)

8.4.2 FRAIS DE COMPENSATION

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Betsiaka	529 464 054,87	529 464 054,87
Maevatanàna I: SINO	221 393 450,00	221 393 450,00
Maevatanàna II: KRAOMA	186 835 685,00	186 835 685,00
	<u>937 693 189,87</u>	<u>937 693 189,87</u>

8.4.3 QUOTE-PART SUR REDEVANCES MINIERES

Les quotes-part sur Redevances minières varient et se répartissent comme suit au 31 décembre 2017:

	31-déc.-17	31-déc.-16	Variation	dont:	
	(A)	(B)	(A - B)	QP encaissées en 2017	QP payées en 2017
IGM	152 883 756,91	39 494 305,10	113 389 451,81	113 389 451,66	
IEC	394 639 985,90	326 606 314,82	68 033 671,08	68 033 670,99	
	<u>547 523 742,81</u>	<u>366 100 619,92</u>	<u>181 423 122,89</u>	<u>181 423 122,65</u>	<u>0,00</u>
				<i>(Cf. Note 13.2)</i>	

8.4.4 FRAIS DE DISPOSITION

Ce poste s'analyse comme suit aux 31 décembre 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
MAINLAND	212 516 709,30	212 516 709,30
MPUMALANGA	828 000 000,00	828 000 000,00
	<u>1 040 516 709,30</u>	<u>1 040 516 709,30</u>

9. CHIFFRE D'AFFAIRES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Frais d'instruction sur FA	60 639 300,00	135 922 500,00
Droit forfaitaire	48 781 600,00	97 070 600,00
Autres	8 548 640,00	8 706 240,00
	<u>117 969 540,00</u>	<u>241 699 340,00</u>

10. ACHATS CONSOMMES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Fournitures de bureau-entretien-consommables informatiques	69 001 200,00	60 586 000,00
Eau et électricité	16 896 744,00	25 241 715,00
Carburants et lubrifiants	170 000 000,00	220 000 000,00
Fournitures administratives	881 820,00	2 619 500,00
Pièces détachées-fournitures d'entretien et de réparation	132 597 827,67	112 468 927,00
Autres matières et fournitures non stockés	3 700 000,00	9 368 250,00
Achats de matériels, équipements, et travaux	27 526 750,00	0,00
Variation des stocks	(15 285 063,42)	75 512 470,42
Rabais, remise, ristournes	(295 000,00)	
	<u>405 024 278,25</u>	<u>505 796 862,42</u>

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016**11. SERVICES EXTERIEURS**

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Services extérieurs	11.1	133 573 549,46	152 735 170,92
Autres services extérieurs	11.2	2 288 402 455,87	2 748 185 802,47
		2 421 976 005,33	2 900 920 973,39

11.1 SERVICES EXTERIEURS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Locations		9 806 166,67	21 540 600,00
Entretiens et réparations		952 000,00	10 704 309,97
Primes d'assurances		122 773 382,79	120 490 260,95
		133 573 549,46	152 735 170,92

11.2 AUTRES SERVICES EXTERIEURS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Personnel extérieur à l'entreprise		126 274 513,94	43 842 390,60
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires		70 024 567,00	48 875 200,00
Publicité, publication, relations publiques		611 386 040,28	431 770 704,12
Transports et frêts		58 500 000,00	119 300 000,00
Déplacements, missions et réceptions		1 204 301 522,57	1 926 269 301,94
Frais de postes et télécom		207 311 491,27	149 307 638,14
Services bancaires et assimilés		9 869 120,81	28 820 567,67
Cotisations et divers		735 200,00	
		2 288 402 455,87	2 748 185 802,47

12. CHARGES DU PERSONNEL

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Rémunérations du personnel		2 608 660 851,86	2 009 815 426,99
Cotisation aux organismes sociaux		329 750 520,74	230 351 549,04
Charges sociales		272 648 438,00	437 168 759,00
		3 211 059 810,60	2 677 335 735,03

13. AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS (dont frais d'administration)

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

		31-déc.-17	31-déc.-16
Quote-part (QP) des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice		0,00	235 360,00
Produits divers de gestion courante		4 919 402,37	14 298 495,87
Frais d'administrations	13.1	8 432 298 867,00	8 472 666 388,00
Redevances minières	13.2	45 355 780,42	15 797 722,07
		8 482 574 049,79	8 502 997 965,94

Suivant l'Article 90 du décret d'application du code minier (Décret 2006-910 du 19 décembre 2006), les Frais d'Administration sont répartis suivant entre différents bénéficiaires un taux défini, la répartition est effectué ainsi:

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

13.1 FRAIS D'ADMINISTRATION

Bénéficiaires	Taux	Frais d'administration (i)	Annulations/Ajustements (ii)	Soldes (i - ii)
Part de BCMM				
BCMM	60%	8 792 829 237,00	(360 530 370,00)	8 432 298 867,00
<i>Total Part BCMM (I)</i>	60%	8 792 829 237,00	(360 530 370,00)	8 432 298 867,00
Autres bénéficiaires				
Budget général	1%	145 533 381,55	(4 995 067,10)	140 538 314,45
Provinces autonomes	5%	727 666 907,75	(24 975 335,50)	702 691 572,25
Régions	7%	1 018 733 670,85	(34 965 469,70)	983 768 201,15
Communes	12%	1 746 400 578,60	(59 940 805,20)	1 686 459 773,40
	25%	3 638 334 538,75	(124 876 677,50)	3 513 457 861,25 (cf. note 8.3.d)
Police Minière et cellule environnemenale	8%	1 164 267 052,40	(39 960 536,80)	1 124 306 515,60
Comite National des Mines (CNM)	5%	727 666 907,75	(24 975 335,50)	702 691 572,25
Agence de l'Or	2%	291 066 763,10	(9 990 134,20)	281 076 628,90
	15%	2 183 000 723,25	(74 926 006,50)	2 108 074 716,75 (cf. note 8.4.1)
<i>Total Part autres bénéficiaires (II) (Cf. Notes 8.3.d. et 8.4.1)</i>	40%	5 821 335 262,00	(199 802 684,00)	5 621 532 578,00
TOTAL (I + II)	100%	14 614 164 499,00	(560 333 054,00)	14 053 831 445,00

(i) Il s'agit des frais d'administration encaissés durant l'exercice 2017;

(ii) Il s'agit des annulations pour ajustement de frais d'administration antérieures suivant la note n° 074-2013-MdM/Min du 03 Avril 2013;

13.2 REDEVANCES MINIERES

Part IGM	50%	113 389 451,66	(Cf. Note 8.4.3)	39 494 305,18
Part IEC	30%	68 033 670,99	(Cf. Note 8.4.3)	23 696 583,11
Part BCMM	20%	45 355 780,66		15 797 722,07
TOTAL		226 778 903,31		78 988 610,35

14. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Amendes et pénalités, subventions accordées, dons et libéralités	0,00	100 000,00
Charges exceptionnelles de gestion courante (a)	186 499 397,65	19 786,58
	186 499 397,65	119 786,58

(a) Ce montant inclut Ar 186 462 203,56 de "TVA devenue non récupérable".

15. PRODUITS FINANCIERS

Cette rubrique s'analyse comme suit durant les exercices 2017 et 2016 :

	31-déc.-17	31-déc.-16
Gains de change	11 364 064,52	2 822 595,50
Autres produits financiers	31 560 157,12	122 171,05
Intérêts retard sur Frais d'administration	591 366 819,00	292 695 214,00
	634 291 040,64	295 639 980,55

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

16. SITUATION FISCALE

Le passage du résultat comptable au résultat fiscal pour le calcul de l'impôt dû se présente comme suit :

	31-déc.-17	31-déc.-16
RESULTAT COMPTABLE	1 410 800 018,51	1 860 049 182,11
REINTEGRATIONS	1 231 027 898,14	870 258 612,50
. Amendes et pénalités		100 000,00
. Cadeau à la clientèle	4 745 453,86	9 960 147,20
. Provisions droits de congé	324 959 308,09	301 972 749,64
. Salaire non déclaré à la CNaPS	427 038 410,49	63 155 315,66
. Personnel extérieur non déclaré à l'ISI	6 313 725,70	
. TVA déjà prescrite		
. Impôt sur les revenus (dus)	467 971 000,00	495 070 400,00
. Impôts différés (variation)		
DEDUCTIONS	(301 972 749,64)	(254 955 381,19)
. Reprise de provisions congés	(301 972 749,64)	(254 955 381,19)
. Déficit fiscal		
. Amortissements réputés différés		
RESULTAT FISCAL	2 339 855 000,00	2 475 352 000,00
Taux	20%	20%
Impôt calculé	467 971 000,00	495 070 400,00
Minimum de perception	909 847,70	2 238 613,00
IMPOT DU	467 971 000,00	495 070 400,00

Les exercices 2015, 2016 et 2017, non couverts par la prescription, restent ouverts à la vérification et droit de reprise de l'administration fiscale.

17. ANALYSES DES REALISATIONS BUDGETAIRES (cf . Tableau E)

a) Budget de fonctionnement

L'exercice budgétaire de BCMM clos le 31 décembre 2017 se caractérise par :

- * l'insuffisance (nette) de réalisation des recettes/produits de Ariary (7,077) milliards soit plus de 43,35 % du budget
- * l'économie (nette) des dépenses/charges pour Ariary 5, 598 milliards soit 41,66 % du budget

L'évolution du résultat prévisionnel vers le résultat réel s'établit comme suit :

RESULTAT PREVISIONNEL		2 889 920 000,00
Produits/recettes		(7 077 819 832,97)
Excédent de réalisation des recettes/produits	608 213 577,24	
Insuffisance de réalisation des recettes/produits	(7 686 033 410,21)	
Charges		5 598 699 851,48
Economie des dépenses/charges	6 214 627 491,18	
Dépassement des dépenses/charges (dont amortissements)	(615 927 639,70)	
RESULTAT REEL DE L'EXERCICE		1 410 800 018,51

b) Budget d'investissement

Les réalisations d'investissements de Ariary 18,930 milliards ne représentent que 66,41 % du budget.

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

17. SITUATION DES REALISATIONS BUDGETAIRES (SUITE)

c) Les réalisations budgétaires comparées au budget se détaillent comme suit durant l'exercice 2017 :

17.1 AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Frais d'Administration minière	13 242 618 000,00	8 432 298 867,00	0,00	(4 810 319 133,00)
Location MBC	1 078 000 000,00	45 355 780,42	0,00	(1 032 644 219,58)
Redevances minières	150 000 000,00		0,00	(150 000 000,00)
Produits divers de gestion		4 919 402,37	4 919 402,37	0,00
TOTAL	14 470 618 000,00	8 482 574 049,79	4 919 402,37	(5 992 963 352,58)

17.2 PRODUITS FINANCIERS

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Gains de change	25 000 000,00	11 364 064,52	0,00	(13 635 935,48)
Escomptes Obtenus	2 000 000,00			
Intérêts, de retard FA et intérêts bancaires	15 000 000,00	622 926 976,12	607 926 976,12	0,00
TOTAL	42 000 000,00	634 291 040,64	607 926 976,12	(13 635 935,48)

17.3 ACHATS CONSOMMES

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	
Autres approvisionnements	100 232 000,00	54 597 956,58	45 634 043,42	0,00
Matériels et équipement	34 550 000,00		34 550 000,00	0,00
Achats non stockés de matériels, équipements et travaux	647 994 000,00	350 426 321,67	297 567 678,33	0,00
TOTAL	782 776 000,00	405 024 278,25	377 751 721,75	0,00

17.4 SERVICES EXTERIEURS

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	
Locations	77 800 000,00	9 806 166,67	67 993 833,33	0,00
Entretien, réparations et maintenance	642 000 000,00	952 000,00	641 048 000,00	0,00
Primes d'assurances	279 900 000,00	122 773 382,79	157 126 617,21	0,00
Documents et divers	3 550 000,00	0,00	3 550 000,00	0,00
TOTAL	1 003 250 000,00	133 531 549,46	869 718 450,54	0,00

Notes annexes aux états financiers
arrêtés aux 31 Décembre 2017 et 2016

17. SITUATION DES REALISATIONS BUDGETAIRES (SUITE)

c) Les réalisations budgétaires comparées au budget se détaillent comme suit durant l'exercice 2017 (suite) :

17.5 AUTRES SERVICES EXTERIEURS

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Personnel extérieur à l'entreprise	123 680 000,00	126 274 513,94	0,00	(2 594 513,94)
Remunération et honoraire	315 000 000,00	70 024 567,00	244 975 433,00	0,00
Frais d'acte & contentieux	15 000 000,00	42 000,00	14 958 000,00	0,00
Publicité, publications, relations publiques	883 095 000,00	611 386 040,28	271 708 959,72	0,00
Transports de biens et transport collectif du personnel	144 200 000,00	58 500 000,00	85 700 000,00	0,00
Déplacements, missions et réceptions	2 066 099 000,00	1 204 301 522,57	861 797 477,43	0,00
Frais postaux et de télécommunications	230 068 000,00	207 311 491,27	22 756 508,73	0,00
Service bancaires et assimilés	31 500 000,00	9 869 120,81	21 630 879,19	0,00
Divers frais	3 000 000,00	735200	2 264 800,00	0,00
TOTAL	3 811 642 000,00	2 288 444 455,87	1 525 792 058,07	(2 594 513,94)

17.6 CHARGES DE PERSONNEL

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Rémunérations du personnel	3 534 943 000,00	2 608 660 851,86	926 282 148,14	0,00
Cotisations aux organismes sociaux	489 727 000,00	329 750 520,74	159 976 479,26	0,00
Autres charges sociales	870 830 000,00	272 648 438,00	598 181 562,00	0,00
TOTAL	4 895 500 000,00	3 211 059 810,60	1 684 440 189,40	0,00

17.8 INVESTISSEMENTS

Cette rubrique s'analyse comme suit au 31 décembre 2017 :

RUBRIQUE	BUDGET	REALISATION	ECART	
			Favorable	Défavorable
	(1)	(2)	(3)=(2)-(1)	
Terrains	240 000 000,00	120 000 000,00	120 000 000,00	0,00
Agencements et aménagements	2 500 000 000,00	425 594 631,97	2 074 405 368,03	0,00
Constructions	22 195 000 000,00	16 559 184 270,92	5 635 815 729,08	0,00
Matériels et outillages (<u>panneau solaire</u>)	1 377 475 000,00	1 796 641 770,85	0,00	(419 166 770,85)
Matériels roulants	600 000 000,00		600 000 000,00	0,00
Matériels et mobiliers de bureau	1 102 530 000,00		1 102 530 000,00	0,00
Matériels informatiques	485 510 000,00	28 973 567,00	456 536 433,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	3 000 000,00		3 000 000,00	0,00
TOTAL	28 503 515 000,00	18 930 394 240,74	9 992 287 530,11	(419 166 770,85)